

## L'école ou "le devoir de justice"

**Mustapha Harzoune**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/816>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.816](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.816)

ISSN : 2262-3353

**Éditeur**

Musée national de l'histoire de l'immigration

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2011

Pagination : 131-136

ISSN : 1142-852X

**Référence électronique**

Mustapha Harzoune, « L'école ou "le devoir de justice" », *Hommes & migrations* [En ligne], 1289 | 2011, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/816> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.816>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# L'école ou "le devoir de justice"

Mustapha Harzoune

---

- 1 Allons à l'essentiel : l'école et le futur des jeunes générations, celles qui portent le devenir de tous et de chacun. De ce côté, la presse ne prête guère à l'optimisme. La France semble s'éloigner des missions assignées à "l'instruction nationale" par Condorcet : *"Cultiver [...] dans chaque génération, les facultés physiques, intellectuelles et morales, et, par là, contribuer à ce perfectionnement général et graduel de l'espèce humaine."* Ce "devoir", *"pour la puissance publique"*, est *"imposé par l'intérêt commun de la société, par celui de l'humanité entière"*. Et puisque nous sommes plus loin encore de cette instruction citoyenne chère au marquis (réécouter l'émission *Là-bas si j'y suis* du 28 décembre sur France Inter), restons-en au sacro-saint intérêt économique, unique objet de l'attention des responsables, modernes et responsables. En apparence, du moins. Car, pour répondre aux besoins de l'économie, on vante aujourd'hui les mérites de l'immigration choisie, entendre des têtes bien faites, des diplômes plein les poches, une ambition de vainqueur et des dents de compétiteur, au moment où l'Éducation nationale française est de plus en plus mal notée, et les diplômés nationaux obligés de décamper.
- 2 C'est *Le Journal du Dimanche* qui, le 24 octobre, "révèle en exclusivité" "une étude dérangeante", "une photographie sans concession de l'école face aux enfants issus de l'immigration", entendre : le dernier rapport du Haut Conseil à l'intégration (HCI). Ce "document de travail, qui ne s'intéresse pas à toute l'école et à tous les enfants d'immigrés mais principalement à ceux qui fréquentent les 'établissements ghettos' [...] montre que l'école républicaine, dernier rempart à la communautarisation de la société, n'arrive plus, dans de nombreux territoires, à jouer son rôle".
- 3 Le problème ne vient pas d'une proportion d'enfants de moins de 18 ans d'origine étrangère globalement plus forte ici qu'ailleurs : en 2005, elle n'était que de 18,1 % en France, contre 22 % aux Pays-Bas, 25 % en Suède ou 28 % en Allemagne. *"En revanche, l'inégalité de répartition de cette population sur le territoire caractérise la France."* *"Les plus fortes concentrations départementales se situent en Île-de-France : Seine-Saint-Denis (57 %), Paris (41 %), Val-de-Marne (40 %). Cette surreprésentation dépasse même 60 % dans 20 communes, pour l'essentiel situées en petite et grande couronne parisienne, où un jeune sur cinq est d'origine maghrébine et un sur six d'origine subsaharienne. Dans certaines villes comme*

*Clichy-sous-Bois, Aubervilliers ou La Courneuve, plus des trois quarts de la jeunesse sont d'origine étrangère.*" Et de citer le rapport : *"cet 'effet ghetto' a des conséquences scolaires et sociétales préoccupantes."* *"L'enfermement dans des établissements ghettos, l'incapacité des pouvoirs publics à inverser le phénomène, le rejet du français – langue mal maîtrisée – provoqueraient des replis communautaires et religieux. À tous les niveaux de la scolarité, les témoignages recueillis font état d'obstacles croissants. La montée des fondamentalistes et du communautarisme ouvre la porte à des contestations de cours de plus en plus nombreuses."* Suivent les sempiternels exemples sur les difficultés à enseigner le fait religieux, la Shoah, le Proche-Orient ou la critique de l'évolutionnisme au nom de l'intervention divine. Ajouter à cela que le m'as-tu-vu religieux se double d'assignations identitaires péremptoires renvoyant chacun(e) à ses origines ou à sa religion, réelles ou fantasmées.

- 4 "L'assouplissement de la carte scolaire en 2007" n'aurait rien arrangé en renforçant "localement [...] le phénomène de renfermement des quartiers". Aussi la conclusion est-elle "sans appel" : "L'école s'essouffle et tout particulièrement vis-à-vis des publics socialement défavorisés, notamment ceux issus de l'immigration."
- 5 Rien de nouveau sous le soleil de l'école républicaine. Le rapport Obin pointait déjà du doigt en 2004 les comportements des uns et vingt ans d'incohérences en matière d'éducation. Une certaine "Fée Carabosse" commentait ainsi l'article du Monde consacré au document du HCI : "Pour avoir lu ce pré-rapport, je tiens à souligner, avant que les xénophobes de tout poil se déchaînent, qu'il pointe bien [...] les difficultés de l'école à intégrer ces enfants (à cause notamment de politiques scolaires jugées incohérentes), et non de prétendues difficultés (d'origine 'ethnique') de ces enfants à s'intégrer" (Le Monde.fr, 24 octobre). Et sur le site du JDD, le 23 octobre, Patrick Gaubert, président du Haut Conseil à l'intégration, déclarait : "Je pense [...] que rendre l'école maternelle obligatoire est une des clefs pour sortir certains enfants de l'échec scolaire et social. C'est à ce moment de la vie que les écarts se creusent. Ils sont ensuite difficilement rattrapables. Un enfant issu d'une famille en grande difficulté possède moins de 400 mots à l'entrée au cours préparatoire alors que celui d'une famille de cadre dispose de 1 500 mots."

## La France, mauvaise élève du PISA 2009

- 6 Et voilà que "la France a raté son PISA 2009", écrit Le Monde, le 8 décembre. Le PISA ou Programme international pour le suivi des acquis des élèves consiste pour l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à comparer tous les trois ans, sur un échantillon de 26 millions d'élèves scolarisés dans 65 pays, "ce que savent faire les jeunes de 15 ans dans leur langue maternelle, en mathématiques et en sciences [...]" et à vérifier comment ils "se débrouillent avec les compétences nécessaires dans nos sociétés". "Pour la France, les résultats du PISA 2009 sont mauvais à plusieurs titres. D'abord parce que les résultats bruts sont juste à la moyenne des pays de l'OCDE, ensuite parce que la courbe depuis la première session, en 2000, est à la baisse, et aussi parce qu'ils montrent un système de plus en plus injuste."
- 7 Pour Le Monde, "notre école ne corrige que très mal les injustices de naissance. 'En France l'impact du milieu socio-économique sur la performance est plus grand que dans la moyenne des pays de l'OCDE. Les diverses caractéristiques du milieu familial expliquent 28 % de la note', rappelle Éric Charbonnier, le responsable du PISA France. [...] Et de préciser : 'le groupe des moins bons élèves en maîtrise de la langue augmente de 5 %. Ce sont souvent des garçons et leur

*niveau scolaire à 15 ans – qui est significatif de la suite de leur parcours – n'est pas ce qu'on peut attendre dans une société de la connaissance'."*

- 8 Le site afrik.com du 10 décembre, lui, ne tergiverse pas. Il titre : "Les enfants d'immigrés pénalisés par le système éducatif français". "“La France est un des pays au monde qui parvient le moins bien à faire réussir par l'école les fils et les filles d'immigrés. Les pouvoirs publics ont baissé les bras et sacrifient les dispositifs mis en place censés aider les plus en déshérence”, affirme Philippe Meirieu, spécialiste de l'éducation.”
- 9 Et de citer aussi Éric Charbonnier : "Le système français est un système élitiste qui a vu les inégalités scolaires se creuser depuis une dizaine d'années. Aujourd'hui, 20 % d'élèves sont en échec scolaire, ils n'étaient que 15 % en 2000, ce qui montre une aggravation.”
- 10 Commentant ces mauvais résultats, Danielle Sallenave interroge : "La question qu'il faut poser ce n'est peut-être pas au collège qu'il faut la poser mais à l'étape en amont, à l'école primaire." "N'est-il pas temps de revoir entièrement la formation des maîtres futurs de l'école primaire ?" (*Les Matins de France Culture*, 10 décembre.) Après la maternelle avec Patrick Gaubert, l'école primaire pour Danielle Sallenave donc.

## Une énergie à canaliser ?

- 11 Optimiste, Fabienne Keller, sénatrice (UMP) du Bas-Rhin et ancienne maire de Strasbourg en charge d'une mission sur "les années collège" dans les territoires urbains sensibles : "Une chose est sûre : dans ces quartiers sensibles, on ressent tout particulièrement, parmi les collégiens, une énergie et une aspiration à progresser. Canaliser, positiver cette énergie, c'est vraiment l'enjeu stratégique, aussi bien au niveau de l'établissement scolaire que dans l'application de la politique de la ville." (*Le Monde.fr*, 16 octobre.)
- 12 Sans doute pour "canaliser cette énergie", *Le Monde* du 29 décembre révèle qu'"à la rentrée 2011, les effectifs enseignants vont fondre dans toutes les académies métropolitaines. Collèges et écoles vont subir les 16 000 suppressions de postes prévues au budget 2011. Depuis 2007, 66 000 postes ont disparu".
- 13 "Dans le premier degré, des classes seront fermées puisqu'on attend 8 900 nouveaux élèves et que 8 967 postes d'enseignants disparaissent. Dans le secondaire, 48 500 élèves supplémentaires sont attendus et il faudra faire avec 4 800 postes de moins. C'est essentiellement le collège qui sera ponctionné [...]. Alors que le groupe des élèves qui ne maîtrisent ni la lecture ni les mathématiques ne cesse de croître, ce sont les classes durant lesquelles se réalisent ces apprentissages de base qui vont être les plus touchées."
- 14 "L'école primaire à laquelle la France consacre déjà 15 % de moins que la moyenne des pays de l'OCDE va voir diminuer encore un peu la scolarisation des moins de 3 ans." Voilà qui fera plaisir à Patrick Gaubert et à Danielle Sallenave.
- 15 Délaissons ici les querelles de chiffres pour retenir quelques faits : "Cette fois, le nombre d'élèves par classe devrait remonter. Tout un symbole", écrit *Le Monde*. Le 17 décembre, dans l'émission *Les Grosses Têtes* au carré sur France Inter, Bertrand Monthubert tirait la sonnette d'alarme sur un phénomène "troublant", "inquiétant" et peu étudié : la baisse du taux de poursuite d'études supérieures des bacheliers. Sur 100

bacheliers généraux en 2000, 95 poursuivaient des études supérieures. En 2008, ils n'étaient plus que 87,3, 86,9 en 2009 et 86,4 en 2010. Ils ne devraient être que 82 en 2019. "Inquiétant" car, comme le rappelait Bertrand Monthubert, "plus on fait d'études longues, meilleure sera l'insertion professionnelle", mais aussi, comme le soulignaient les participants à l'émission, le pays risque de payer cher ces manques de compétence.

- 16 Aux peurs des élèves (voir Le Monde du 23 septembre sur "la souffrance des élèves des quartiers populaires") viennent s'ajouter l'image dégradée des professeurs et des instituteurs et des conditions de travail difficiles. Le 21 décembre, Le Monde indiquait que "la baisse drastique du nombre de postes offerts aux concours d'enseignants 2011 était connue : seulement 3 000 postes ouverts dans l'enseignement primaire contre 6 500 à la session précédente, 8 500 postes dans le secondaire contre un peu plus de 10 000 à la session 2010. Ce qui est plus étonnant, et plus inquiétant quant à l'avenir des métiers d'enseignement, c'est que les candidatures à ces concours sont également en forte baisse. Les chiffres communiqués par le ministère de l'Éducation après les épreuves écrites, dites d'admissibilité, qui se sont terminées fin novembre, le montrent : dans le second degré, 21 000 étudiants contre 38 249 lors de la précédente session ont passé ces épreuves ; dans le premier degré, ils étaient 18 000".
- 17 Il faut dire que certains étudiants ont peut-être l'impression d'être envoyés au casse-pipe : "Aujourd'hui, les lauréats sont directement affectés dans des classes, alors même que la profession est perçue comme de plus en plus éprouvante à exercer. D'où une désaffection qui pourrait être plus profonde."
- 18 Philippe Meyer sur France Culture fit, le 10 décembre, un parallèle entre les résultats du PISA 2009 et une étude datant de 2007 du cabinet McKinsey, sur les systèmes scolaires qui ont progressé. Ledit cabinet avait identifié trois points communs aux systèmes scolaires les plus performants : "une valorisation et une attractivité du métier d'enseignant permettant de recruter les meilleurs talents ; une amélioration continue des pratiques pédagogiques des enseignants et de l'animation pédagogique par les chefs d'établissement ; un soutien renforcé aux élèves et aux écoles les plus en difficulté". Et le chroniqueur matutinal de préciser que, selon McKinsey, "les systèmes éducatifs performants continuent de s'améliorer lorsque l'administration centrale accroît les responsabilités et les marges de manœuvres des structures régionales et des établissements pour adapter les pratiques d'enseignement à la réalité locale". La première priorité serait de renforcer les approches et les pratiques pédagogiques à travers en particulier "l'accompagnement des jeunes enseignants sur le terrain par leurs collègues expérimentés, une préparation plus systématique des cours en commun, le partage des bonnes pratiques de l'établissement sous l'égide du chef d'établissement". Les conclusions de cette étude d'un cabinet américain sur les vertus de la décentralisation et de la régionalisation "avaient déjà été formulées il y a plus d'un siècle et demi par un penseur français, Lamennais, qui écrivait de la centralisation : 'c'est l'apoplexie au centre et la paralysie aux extrémités'."

## "Déculturation" et "retraditionalisation"

- 19 "Les statistiques sont alarmantes : 43 % des jeunes hommes actifs et 37 % des jeunes femmes se trouvaient au chômage, en 2009, dans les quartiers sensibles. Un rapport inédit, réalisé par l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) [...], témoigne de la gravité de la crise sociale dans les banlieues françaises. Qu'il s'agisse de

chômage, de réussite éducative, de santé ou de sécurité, les zones urbaines sensibles (ZUS) connaissent une situation extrêmement dégradée. [...] Dans ce contexte tendu, la délinquance reste également un sujet majeur de préoccupation dans les quartiers. Le rapport montre que, dans les ZUS, la diminution globale des faits de délinquance signalés à la police (- 11 % depuis 2005) est en réalité intervenue grâce à la baisse des actes les plus courants et les moins graves (atteintes aux biens en baisse de 15 %), alors que les actes les plus traumatisants (atteintes aux personnes) ont progressé (+7 %)" (Le Monde.fr, décembre).

- 20 Pour Tzvetan Todorov, "il y a de vrais problèmes dans nos villes et nos banlieues. Or ils ne proviennent pas du multiculturalisme [...]. Il s'agit plutôt de déculturation. C'est un danger réel auquel l'immigration peut contribuer mais qui se produit aussi sans elle et l'on en connaît très mal les remèdes.
- 21 *La déscolarisation par exemple est l'une des conséquences de la déculturation. Dans ses premières années, l'enfant acquiert une structure psychique de base fondée sur l'amour, la reconnaissance et le respect du milieu qui l'entoure. C'est sur cette base que se grefferont les savoirs qui permettent d'entrer, des années plus tard, dans telle ou telle subdivision de la société [...]. Or, "dans certains quartiers et certains milieux, on ne croise que des familles décomposées où le père est souvent absent ou, s'il est présent, projette une image négative d'humiliation (pour les chômeurs de longue durée par exemple) à laquelle le fils ne souhaite pas ressembler.*
- 22 *Si vous ajoutez à cela une télévision allumée toute la journée, une scolarisation qui se passe mal, naît alors le sentiment d'être rejeté auquel on répond à son tour par le rejet, pour se donner l'illusion d'exister. [...] Nos problèmes ne se situent pas à cette échelle [immigration]. Les personnes qui sont ainsi en marge de la société, en processus de déculturation, et que l'on retrouve dans des actes de violence, de délinquance sont en général nées en France. Les immigrés eux, au contraire, font tout pour trouver leur place dans la société, pour s'intégrer. Et parmi les causes de cette déculturation, il faut bien évoquer l'économie, qui a produit une classe d'exclus, de marginalisés qui ne trouvent pas leur place car ils ne sont pas assez qualifiés". (Témoignage Chrétien.fr, 24 novembre.)*
- 23 "Immigration : un déni de lecture", c'est par ce titre que Jean-Laurent Cassely prend, lui, la défense d'Hugues Lagrange et de son controversé *Déni des cultures* (Seuil, 2010). Pour expliquer comment "certains aspects du modèle culturel de familles immigrées sahéniennes pouvaient avoir, dans le contexte des cités françaises, un impact sur la délinquance des enfants ainsi que sur un ensemble d'inconduites", il résume : "l'autoritarisme des pères peut être un problème pour l'intégration de jeunes d'origine africaine, le retrait consécutif des mères va dans le même sens. Une situation familiale observée par ce chercheur du CNRS qui va l'attribuer [...] à un frottement entre les normes de la famille occidentale, celles de la famille sahéniennne et un ensemble de reconfigurations que subit cette dernière dans l'expérience migratoire. Quant à la polygamie, certes très marginale en France, elle ne constitue pas vraiment un atout dans la course au diplôme [...]" (Slate.fr, le 24 octobre). Régis Meyran sur le site d'Alternatives économiques, le 10 décembre, précise que, selon Lagrange, "l'échec scolaire ou la délinquance s'expliquent surtout par la taille importante des fratries et c'est avant tout parce qu'elle contribue à ce phénomène que la polygamie joue un rôle dans l'affaire".
- 24 Jean-Laurent Cassely continue : "Hugues Lagrange propose d'isoler, autant que faire se peut, des facteurs classiquement étudiés comme la catégorie socioprofessionnelle des parents, justement parce que cela fait des années que leur importance décisive est

acquise et indiscutable. Il tente ensuite de comparer ce qui est comparable, à savoir des situations d'échec scolaire et de conduites délinquantes à niveau social équivalent, mais en distinguant les groupes étudiés selon l'origine de leurs parents.

- 25 [...] C'est au nom de l'amélioration des conditions d'accueil des différents groupes immigrés que Lagrange propose d'examiner la question sociale des quartiers sous un jour nouveau. L'auteur attribue les conflits culturels entre culture d'accueil et culture d'origine à une re-traditionalisation. Qu'est-ce à dire ? Que l'opposition à la modernité libérale, à l'égalité des sexes, à la laïcité ne vient pas des pays du Sud, mais d'une partie de la jeunesse française qui se réapproprie une partie de la culture de ses ascendants. Revival musulman en tête. Là encore il n'est pas question de faire le procès d'une culture lointaine inassimilable. Lagrange montre bien [...] que c'est en grande partie l'isolement de ces quartiers (ségrégation, ghettoïsation, relégation, etc.) qui a laissé le champ libre à cette réimplantation d'aspects d'une tradition bien plus fantasmée qu'incorporée au patrimoine génétique des immigrés."
- 26 Et l'on en revient à Condorcet : "Rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi. Tel doit être le premier but d'une instruction nationale ; et, sous ce point de vue, elle est pour la puissance publique un devoir de justice." C'est au nom d'une justice toujours dilatoire, sans doute, qu'une certaine Crapulette répond, le 31 décembre, quelques minutes seulement avant le nouvel an, à l'enquête du Monde sur "les indignations de 2010" : "Le problème des jeunes a plus de 30 ans. Je suis partie en 89 superdiplômée, sans job car : (a) pas d'expérience ; (b) une femme ; (c) famille modeste, pas de piston, jamais revenue. En France, on est passé de 15 % à 40 % de différence de salaire entre ceux qui ont 30-35 ans et les baby-boomers de 1981 à 2010. Le positif : l'exil des jeunes Français se traduit souvent par une ascension sociale inespérée dans des pays jeunes/ émergents. Mes parents ouvriers passent Noël avec moi au soleil, à 25 heures de vol de Paris." Bonne année aux immigrés d'ici et aux émigrés d'ailleurs.